

Crise des valeurs

Restaurer la confiance politique

Opinion

Loïc NicolasSpécialiste du discours
politique et chercheur à l'ULB.

■ Il s'agit d'accomplir des actes symboliques témoignant d'un changement radical des mœurs politiques. Le sacrifice des brebis galeuses et des imposteurs en tous genres s'impose au premier chef.

La confiance politique n'est pas un don du ciel, pas plus qu'elle n'est un luxe ou un chèque en blanc. Elle est le produit d'une relation complexe où se mêlent écoute et respect, discours et actions. Il ne s'agit pas de la réclamer comme un droit, ni de la déclarer comme un fait, mais de comprendre ce qui l'anime pour en travailler les raisons. Ce travail, de même que la valeur accordée à ses résultats, est au fondement de la démocratie. Or, force est de reconnaître qu'aujourd'hui la confiance politique n'est plus. Elle s'est érodée, abîmée. Le phénomène n'est pas nouveau, mais l'ampleur du désaveu paraît considérable. Les citoyens européens, dans la

toile, ne cessent d'exprimer leur mécontentement, leur lassitude, leur défiance, voire leur dégoût à l'égard du personnel politique.

L'indécence des mots

Affaire Cahuzac, Fillon ou Publi-fin, Panama Papers et Kazakhgate... chaque nouveau scandale vient renforcer le sentiment populaire d'être gouverné par une élite cupide et corrompue, qui plus est incompétente et dédaigneuse. Dans l'actuel contexte de morosité économique où de nombreux ménages peinent à finir le mois, les propos d'un Louis Michel sur les "4 800 euros nets par mois" des parlementaires, ont du mal à passer. Impossible d'échapper à l'indécence des mots. Impossible d'igno-

rer le témoignage qu'ils portent. Symptomatiques d'une élite politique qui pour beaucoup demeure coupée du monde, ces mots vien-

nent donner carrière et crédit aux discours populistes. La démocratie et ses institutions, quant à elles, en sortent chaque jour un peu plus affaiblies. C'est d'ailleurs ce que montre la récente enquête "Noir Jaune Blues" réalisée par Survey&Action pour le compte de la Fondation "Ceci n'est pas une crise" : près de 70 % des Belges jugent négativement le fonctionnement du système démocratique.

Crise des valeurs

Au reste, cette crise de confiance n'est pas la simple expression

d'une inquiétude générale face aux ténèbres d'un futur incertain. Inquiétude dont les mandataires politiques, incriminés sans nuances, paieraient les frais. Plus profonde, elle porte sur les valeurs qui fondent notre existence collective et nos institutions publiques. Elle touche à la façon de faire de la politique ainsi qu'au statut de ceux qui la font. La confiance qui est en cause ici – et que les citoyens jugent brisée – renvoie au terme anglais "trust".

Cette confiance-là naît dans l'identification chez autrui de valeurs et de principes partagés. Elle pointe vers l'appartenance à une communauté de sens, de discours, de destin. Elle répond à la parole donnée. Par contraste, le terme anglais "confidence" – qu'on traduit également par "confiance" – concerne la relation contractuelle qui met à l'honneur le bon technicien comme le bon gestionnaire. Dans ce cadre, l'expertise (du plombier, du comptable ou du chirurgien) prime sur l'éthique de la personne dont on attend d'abord le respect des termes du contrat.

Confiance préalable

Quoique d'aucuns semblent l'avoir oublié, la confiance accordée au mandataire politique ne repose que secondairement sur sa capacité à poser des actes techniques et à "gérer" les choses. Elle est avant tout fondée sur les moyens qu'il mobilise – en termes de discours et d'actions – tant pour porter la parole que pour incarner les valeurs de ceux dont il espère les voix ou qui l'ont élu. La déconvenue électorale d'Hillary

Clinton (une "experte" sur bien des plans) constitue, à ce titre, un bon exemple. En tout état de cause, la confiance ("confidence") placée dans les compétences, le talent ou encore l'habileté du mandataire politique suppose, notamment en période d'incertitude et de doute, une confiance préalable ("trust") dans la disposition de ce dernier à faire un bon usage de ses atouts pour servir l'intérêt général. Le servir primordialement.

Voici pourquoi, arguer, comme l'a fait François Fillon à l'instar des protagonistes du scandale Publi-fin, de la parfaite "légalité" des rémunérations perçues et des activités conduites, s'avère irrecevable autant qu'inacceptable. Demeurer sourd et aveugle au contexte de rupture constitue une faute politique supplémentaire – majeure qui plus est. En effet, le problème relève moins du légal que du légitime, du décent et du juste. Mépriser ces valeurs en restant en poste ou en lice, c'est trahir la parole qui a été donnée.

Retisser des liens

Sans confiance, la démocratie toujours se dérobe et s'éteint, comme s'étiole l'efficacité du personnel politique dont la parole largement discréditée peine – le mot est faible – à mobiliser autour d'elle. Pour l'avenir de la démocratie, il est indispensable de restaurer la confiance perdue en retissant des liens et en donnant du corps à la représentation politique. Toutefois, inutile d'espérer : le remède miracle n'existe pas. Aucun bricolage cosmétique ne saurait enrayer la colère qui gronde. Plus que jamais, le cou-

rage est de mise.

Comprenons alors qu'il ne s'agit pas, en premier lieu, de "communiquer mieux" ni de changer les formes, mais d'accomplir et de mettre en récits des actes symboliques capables de témoigner d'un changement réel et radical des mœurs politiques. Le sacrifice des brebis galeuses et des imposteurs en tous genres s'impose au premier chef. En outre, nul changement ne saurait advenir sans remettre à l'honneur l'art de l'écoute, base de l'empathie. Les citoyens ne sont pas seulement des votes qu'on veut conquérir : ce sont des voix et des mots qu'il faut accueillir. Sans art de l'écoute, il n'est point d'art du discours. Il n'est point d'art politique non plus. Le discours politique, justement, ne s'impose jamais de lui-même : il ne va pas de soi. Les décisions et les projets qu'il porte ne sont pas évidents. En démocratie, seul le travail de persuasion mené par le mandataire politique confère à ses projets et à ses décisions leur force autant que leur légitimité. Ici, la persuasion ne saurait aller sans confiance dans celui qui porte la parole et qui, par ses mots, esquisse le monde à venir.

Or, assurent les Anciens, en premier lieu Aristote, "il y a trois choses qui donnent confiance dans l'orateur, [trois choses qui] nous en inspirent, indépendamment des démonstrations produites. Ce sont le bon sens, la vertu et la bienveillance". Concrètement, les mandataires politiques n'ont aujourd'hui d'autre choix que de refonder leur ethos – l'image qu'ils projettent sur la foule citoyenne à travers leurs discours – en bâtissant sur ces trois piliers.